

QU'EST-CE QU'ON VEUT ? TOUT !

UN NOUVEAU PRINTEMPS EN HIVER. VINGT-CINQ ANS APRÈS DÉCEMBRE 1995. N'EN DÉPLAISE AUX RÉACS QUI ÉTAIENT LEUR ARROGANCE ET LEUR PEUR SUR TOUS LES PLATEAUX TÉLÉ, LE PAYS N'EST PAS PARALYSÉ, IL EST EN ÉBULLITION. LE SILENCE DES MACHINES, DES TRAINS, DES AVIONS, DES MÉTROS... C'EST LE CAUCHEMAR DES RICHES. C'EST LA RESPIRATION DE LA MAJORITÉ DES NÔTRES.

UN PRINTEMPS EN HIVER

En 1995, déjà, la bataille s'était lancée sur les retraites. Elle avait réveillé notre classe assommée, fragmentée, disparue aux yeux de tous les discours dominants. C'était une première salve. Et quelle salve ! Bien sûr, presque 25 ans c'est long pour sortir du coma. Mais ça ne s'est jamais arrêté depuis.

Et nous revoilà en hiver. Avec de nombreuses luttes derrière nous, de nombreuses expériences, sur tous les fronts. Avec notamment un an de Gilets jaunes.

Alors il est temps maintenant. Temps de ne plus voir dans la misère que la misère, mais aussi, comme le disait Marx, « le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne ». C'est l'autre côté de Bagdad, Téhéran, Honk Kong, Santiago, Alger. De Paris, Toulouse, Rennes



JOURNÉE DE MANIFESTATION INTERPROFESSIONNELLE DU 24 NOVEMBRE 1995 CONTRE LE PLAN JUPPÉ DE RÉFORME DE RETRAITES

ou Marseille. Et des ronds-points de toutes les régions. Pas seulement une révolte sur une nouvelle taxe, un mauvais gouvernement ou une attaque sur les retraites. Une révolte contre l'ordre du Capital. A Bagdad, les tuk-tuk, ces mini taxis à trois roues, des symboles de la servitude et de la précarité se sont retournés en symboles et outils de la révolte de masse, transportant les blessés et la nourriture, transmettant les informations.

Dans le même texte **Marx** explique :

“Les conditions économiques avaient d’abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n’avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu’elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique.” (Karl Marx, Misère de la philosophie)

FAIRE CLASSE POUR BATTRE LE CAPITAL

Le Capital est prêt à aller vers toujours plus de barbarie pour maintenir sa domination. Des mort.e.s en Méditerranée aux blessé.e.s et mutilé.e.s sur les pavés de la contestation des Gilets Jaunes, pour lui, nos vies valent moins que ses profits.

La séquence ouverte par le 5 décembre est, un an après le démarrage du mouvement des gilets jaunes, une gigantesque opportunité de faire bloc contre le Capital. En juillet, un chroniqueur des Échos s’alarmait, suite aux Gilets jaunes, du risque de « zadisme permanent », de l’extension de la révolte vers des secteurs comme l’enseignement ou les hôpitaux. Que les ronds-points fassent tâche d’huile. Qu’ils deviennent gares, entrepôts, raffineries...

Le côté révolutionnaire de la situation doit être saisi. Dans

chaque quartier, dans chaque lieu de travail, il faut mettre les bouchées doubles pour élargir et implanter la grève et son soutien, en fortifier les bases. Si le gouvernement et les commentateurs sont si inquiets de savoir si le mouvement peut déborder les organisations, si les colères peuvent « coaguler », c’est bien qu’ils ont un début de réponse : cela fait des semaines que, malgré l’offensive idéologique pour tenter de limiter l’ampleur de la contestation (les gilets jaunes étaient anti-écologistes, les grévistes du 5 décembre sont corporatistes), les grèves sont populaires. Il faut dire que depuis 2017, le nombre de pauvres a augmenté et les inégalités sociales ont explosé.

La situation est maintenant devenue explosive, de part et d’autre : elle ne se dénouera favorablement que lorsque nous aurons été capables de faire classe pour nous-mêmes. Nous devons procéder à la mise en commun de nos intérêts, et arrêter de raisonner à partir des contraintes concurrentielles du Capital et des idées qu’elles impliquent. Il y a bien sûr suffisamment de moyens pour financer nos retraites, les services publics, l’indemnisation des chômeur.se.s, tout comme les moyens existent pour des bourses d’étude pour tou.te.s les étudiant.e.s, pour garantir l’indépendance financière aux femmes victimes de violences conjugales, pour accueillir les migrant.e.s. Accepter l’idée qu’un manque de moyens dans certains cas, c’est légitimer les attaques contre certain.e.s et c’est nous affaiblir tou.te.s.

ILS NOUS DIVISENT, UNISSONS NOUS !

Ce n’est ainsi pas un hasard si le gouvernement a fait de la question de l’immigration un axe majeur de sa politique depuis la rentrée. Faire accepter par exemple la suppression de l’Aide Médicale d’État qui permet l’accès aux soins des personnes migrantes, c’est contribuer à faire accepter la remise en question du droit à la santé pour toutes et tous



UN TUK-TUK, LES TAXIS RECONVERTIS POUR L'APPROVISIONNEMENT ET LE TRANSPORT DES BLESSÉ.E.S. LORS DES MANIFS IRAKIENNES

et donc la destruction du service public censé le garantir. Légitimé contre les migrantEs, l’argument du manque de moyens devient ensuite une arme de destruction contre toute la société.

Alors, pour ne laisser aucune brèche ouverte dans notre front et lui donner ainsi la possibilité de gagner, il faut construire l’idée que notre classe n’a pas de frontières, ni professionnelle, ni nationale. C’est la raison pour laquelle dans la mobilisation du 5 et les discussions et initiatives qui auront lieu ensuite, il faut aussi argumenter sur la manifestation du mercredi 18 décembre, à l’occasion de la Journée Internationale des migrant.e.s. Dans toutes les villes des manifestations se préparent. Les syndicats nationaux (CGT, Solidaires, FSU, CNT) appellent à se mobiliser aux côtés des collectifs de sans-papiers, des associations de l’immigration, des collectifs locaux de solidarité, mais aussi du Comité Adama, du Collectif de défense des jeunes du Mantois, de la Roya Citoyenne, de Quartiers Nord Quartiers Forts de Marseille. Pour la liberté de circulation et la régularisation de tous les sans-papiers, contre le racisme et le fascisme qui se développent.

DU PAIN ET DES ROSES...ET BIEN PLUS ENCORE !

La lutte de classe est politique. La grève de masse met en pleine lumière l’antagonisme

caché. L’arrêt soudain de tout l’ordre sur lequel repose le capitalisme, son blocage, ne pourra finalement être surmonté que d’une seule manière: son renversement complet.

C’est cela qui s’ouvre avec le mouvement du 5 décembre. Le chemin qui y mène n’est pas écrit d’avance et connaîtra de nombreuses avancées et reculs apparents. « Gilets jauner » les Gilets rouges, insurrectionner les grèves, grèver les soulèvements insurrectionnels, politiser, c’est-à-dire généraliser les révoltes catégorielles, en-rêver les revendications quotidiennes et enraciner les rêves dans les revendications concrètes voilà à quoi il s’agit de travailler ardemment. Du pain et des roses ! Ce que nous voulons ? Tout !

VANINA GIUDICELLI

DENIS GODARD

NOUSTOUTES35 : FAIRE FACE MASSIVEMENT AUX VIOLENCES PATRIARCALES EN PORTANT UN FÉMINISME PRO-CHOIX, C'EST POSSIBLE !

NOUS TOUTES EST UN CADRE LARGE LANCÉ À PARIS ET QUI S'EST DONNÉ COMME OBJECTIF D'ORGANISER LA MARCHÉ DE NOVEMBRE 2018, À L'ÉCHELLE DU PAYS, DANS LE CONTEXTE DE LA LIBÉRATION DE LA PAROLE DE MILLIONS DE FEMMES À TRAVERS LE MONDE, NOTAMMENT PAR LE BIAIS DU HASHTAG #METOO.

REJOINDRE NOUS TOUTES 35 : UN PARI

Né en septembre 2018, le cadre «Nous Toutes 35», a été relancé en septembre 2019 pour construire localement la marche contre les violences faites aux femmes du 23/11. Cette année, avec des camarades de différents milieux politiques, nous nous sommes posées la question sur la manière de réussir la marche et, par la même occasion, de relancer le mouvement féministe rennais. Nous avons parié sur le fait que c'était le cadre large le plus prometteur vers lequel nombre de femmes éloignées du milieu militant classique allaient se tourner.

DEVENIR NOMBREUSES

Ce pari s'est avéré payant car dès la première réunion d'organisation, nous étions déjà plus d'une trentaine. Un élément a joué en notre faveur : le début d'une série de collages contre les féminicides à travers la France. Cet appel, lancé à Rennes via instagram, a mobilisé une trentaine de futures colleuses dès la première réunion, dont une majeure partie militait jusqu'alors uniquement sur internet. En 3 mois, nous avons été plus de 60 à participer aux collages, dont une vingtaine assidues. Très vite, le lien a été fait entre les messages collés et la marche du 23/11, et une dizaine de colleuses ont rapidement rejoint l'organisation de la manifestation. Ce contexte nous a donc permis de regrouper dans le cadre des

réunions Nous Toutes, à la fois des militantes expérimentées et/ou faisant parties d'organisations, mais aussi des personnes nouvellement impliquées.

DÉFENDRE ET DIFFUSER UN FÉMINISME PRO-CHOIX



CRÉDIT PHOTO : MARION J - PHOTOGRAPHE RENNES

Lors des réunions, plutôt que de chercher à se délimiter politiquement, nous avons proposé un certain nombre d'actions et/ou prises de position : rassemblement en soutien aux femmes de chambre grévistes de l'hôtel Ibis des Batignoles (plus de 140 jours de grève !), lien avec des réunions de femmes sans papiers, rédaction d'un texte «La lutte contre l'islamophobie est une lutte féministe», tractages devant les écoles, les mosquées, à la fac, covoiturage pour assister au film Soumaya (à voir absolument !), blocages de plusieurs séances du film «J'accuse» de Polanski. Autant d'occasions pour énoncer en actes ce que nous souhaitons

faire de cette date du 23/11 : un espace politique prenant en compte l'ensemble des femmes dans le commun de notre oppression mais aussi dans nos spécificités, considérant les vécus différents et la nécessité de les rendre tous visibles.

UNE MANIFESTATION FÉMINISTE HISTORIQUE

De l'avis de plusieurs militantes rennaises de longue date, cette manifestation - qui a réuni 4 000 personnes - a été la plus belle et la plus réussie des manifestations féministes qu'elles ont vécu dans cette ville. Pour cause, en plus du nombre de participant-es, la teneur politique de cette manifestation a révélé une construction de terrain sérieuse et d'une rare qualité. Cette qualité s'est illustrée par le fait d'être volontaristes tout en permettant le débat, intégrant à la dynamique des

militantes d'âge différents, des étudiantes, des travailleuses précaires (à temps partiels, aides soignantes, jeunes auto-entrepreneuses...), des femmes sans travail salarié - avec ou sans papiers, rodées aux réseaux sociaux, syndicalistes, mais surtout, une majorité de femmes qui n'avaient jamais mis les pieds dans le militantisme. Les prises de parole étaient à l'image de ce que nous voulions rendre visible et appuyer. Femmes exilées pour commencer, femmes musulmanes pour finir et, entre les deux, femmes kurdes, témoignages de femmes détenues, victimes d'incestes, victimes de violences conjugales, islamophobie, handicap et violences sexuelles, rôle de la police et de la justice dans la perpétuation des violences..

PERSPECTIVES

A la fin de cette manifestation, nous avons appelé à participer à la manifestation du 5 décembre ainsi qu'à la marche Justice pour Babacar du 7 décembre aux côtés d'Awa Gueye et des collectifs de sans papiers. L'objectif est aujourd'hui de construire une structure stable et la plus large possible pour permettre à un maximum de femmes qui subissent la sur-exploitation, le racisme, les violences sexistes et sexuelles... de s'organiser et de se mettre en action pour un mouvement féministe populaire en vue du 8 mars !

KIM ET SOLEN

LE CAPITALISME PEUT-IL SE PASSER DES FRONTIÈRES ?

PENDANT DES DIZAINES DE MILLIERS D'ANNÉES, LES ÊTRES HUMAINS ONT VÉCU SUR TERRE SANS CONNAÎTRE D'AUTRES FRONTIÈRES QUE CELLES DE LA NATURE. AUJOURD'HUI, DES MURS SE DRESSENT POUR EMPÊCHER LA MIGRATION DE MILLIONS DE PERSONNES, LES POUSSANT À EMPRUNTER LES ROUTES LES PLUS DANGEREUSES, AU PÉRIL DE LEUR VIE. COMMENT ET POURQUOI EN EST-ON ARRIVÉ LÀ ?

Les frontières construites par les hommes sont un phénomène relativement récent et pendant longtemps elles étaient souvent floues et mouvantes. En Europe, à l'époque féodale, par exemple, l'autorité des seigneurs s'exerçait sur les êtres humains plutôt que sur les territoires qui s'étendaient ou rétrécissaient au gré des victoires, des défaites, des mariages et des alliances. Plus tard, pour les monarchies absolutistes, les frontières pouvaient être fortifiées afin d'empêcher les incursions des puissances rivales, mais les déplacements des populations étaient peu contrôlés.

C'est avec le développement du capitalisme industriel qu'on assiste à la construction d'États-nations forts avec des frontières bien délimitées et surtout bien contrôlées et cela pour plusieurs raisons.

Dans le cas de l'État-nation français, qui s'est construit après la Révolution française, il a fallu unifier les règles pour le commerce et les imposer sur l'ensemble du territoire national afin de permettre le développement d'une concurrence libre entre capitaux. Il y a eu besoin d'un État fort aussi pour contrôler les mouvements des travailleur-e-s « libres » - libres de leur attachement aux seigneurs féodaux



COUVERTURE DU « PETIT JOURNAL » DU 19 NOVEMBRE 1911 SOUS-TITRÉ « LA FRANCE VA POUVOIR PORTER LIBREMENT AU MAROC LA CIVILISATION LA RICHESSE ET LA PAIX »

et bientôt de leurs terres qu'ils seront obligés de quitter. Petit à petit, la concurrence entre capitalistes nationaux a donné lieu à une concurrence entre pays différents, entre blocs de capitaux, défendus par des États de plus en plus forts, de plus en plus militarisés. Ce niveau international de la concurrence pour la captation des marchés, que le révolutionnaire russe

Lénine appelait « Impérialisme, stade suprême du capitalisme », se mène d'abord au niveau économique, mais il se double d'une intervention diplomatique des États et finit par un bras de fer militaire et la guerre pour étendre les frontières, contrôler toujours davantage de matières premières et de main d'œuvre. C'est l'histoire sanglante de la mainmise sur les colonies et,

plus tard, des guerres impérialistes. Enfin, à l'intérieur de chaque pays, les capitalistes ont besoin d'un État fort pour casser les résistances des travailleur-e-s devant les horreurs du capitalisme industriel. Cependant, la répression seule ne suffit pas pour qu'une petite minorité de la population puisse maintenir sa domination. Elle a aussi besoin de créer auprès de la majorité



DES MIGRANTS TENTENT DE PASSER COLLECTIVEMENT LA FRONTIÈRE ESPAGNOLE AVEC LE MAROC À MELILLA EN OCTOBRE 2014

un consentement à sa situation d'exploitée. Et c'est là où les frontières prennent toute leur importance.

FRONTIÈRES ET IDENTITÉ NATIONALE

Pour unifier la nation et obtenir le consentement des exploité-e-s, il faut leur faire croire qu'il existe une communauté d'intérêts entre eux et leurs exploités, ce qui permet de masquer les vrais antagonismes de classe ou, au moins, d'atténuer leur impact. À l'intérieur de frontières bien délimitées, une identité nationale se construit par différents moyens et sur une période longue. Imposition d'une seule langue à l'école et dans la vie publique avec répression des langues régionales, construction d'un roman national avec la mythologie d'une nation éternelle, dirigée par de grands hommes, drapeau et hymne national... Tous les moyens sont bons pour créer un sentiment d'appartenance nationale et une nouvelle loyauté (à la nation)

qui remplace les anciennes loyautés à l'aristocratie ou à l'église.

Se développe ainsi un sentiment d'être différent-e de celles et ceux qui vivent à l'extérieur de « nos » frontières, de « notre » patrie, un sentiment tout simplement d'un « eux » et d'un « nous ». Enfin, se construit non seulement un sentiment de différenciation mais aussi de supériorité. Ainsi, les valeurs de la République ne sont-elles pas seulement françaises, mais deviennent « universelles » et donc exportables. Quoi de mieux pour justifier les guerres coloniales et pour entraîner des milliers de soldats et de colons dans une mission « civilisatrice » ou pour embrigader des millions de personnes dans la boucherie de la Première guerre mondiale.

FRONTIÈRES INTÉRIEURES

La construction d'une fausse unité derrière des frontières nationales permet ainsi aux capitalistes de rallier le pays contre l'ennemi extérieur, mais

elle aboutit aussi à la construction de frontières au sein du pays contre l'ennemi intérieur, contre celui ou celle qui est différent-e et qui ne serait pas vraiment français-e.

C'est une des armes les plus redoutables des capitalistes qui leur permet de diviser pour régner, ou comme le dit Saïd Bouamama, « diviser ceux qui devraient être unis (les différentes composantes des classes populaires) et unir ceux qui devraient être divisés (les classes sociales aux intérêts divergents)¹ ».

Un des premiers à identifier comment et pourquoi cette division entre différentes sections de la classe ouvrière est entretenue était Karl Marx en parlant de l'antagonisme entre travailleurs anglais et irlandais, travaillant côte à côte. Dans un passage célèbre, il conclut :

« Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente². »

Presque cinquante ans plus tard, la Première guerre mondiale a confirmé le rôle des frontières et les effroyables conséquences de la division des classes populaires – entre ouvriers et paysans français et allemands – avec des millions de morts dans les tranchées au profit des marchands de canons et autres capitalistes restés au chaud, loin du front.

CONTRADICTIONS

La nation, l'identité nationale et les frontières sont donc très utiles pour maintenir le contrôle d'une minorité sur un très grand nombre. Mais elles entrent en contradiction avec d'autres besoins fondamentaux du capitalisme. Le commerce libre nécessite la libre circulation des marchandises, mais aussi la disponibilité de main d'œuvre et un certain mouvement de la population. Déjà au 19^{ème} siècle Marx avait noté que, malgré la propagande anti-irlandaise de la presse britannique, les Irlandais-e-s continuaient d'arriver en

Angleterre car les capitalistes continuaient d'avoir besoin, à cette époque, de main d'œuvre supplémentaire. L'évolution du capitalisme pendant le 20^{ème} siècle, avec ses périodes de boom économique et de crises, illustre bien les contradictions que la question des frontières et de leur contrôle pose aux capitalistes.

En France, l'accueil de travailleurs portugais, espagnols et polonais dans les années 1920, pour remplacer les hommes morts pendant la Première guerre mondiale a été suivi non seulement de la fermeture des frontières pendant la grande crise des années 1930, mais de l'expulsion cynique et brutale de centaines de milliers d'entre eux. De même, pendant les « Trente Glorieuses » qui ont suivi la Seconde guerre mondiale, on est allé jusqu'à ouvrir des bureaux de recrutement en Afrique et aux Antilles pour chercher de la main d'œuvre avant de fermer les frontières et d'arrêter l'immigration officielle à partir de 1974, avec le déclenchement de la crise. Depuis, on a assisté à une cascade de lois anti-immigré-e-s, à une augmentation des contrôles et des expulsions et à un renforcement de la surveillance des frontières.

VERS UN MONDE SANS FRONTIÈRES ?

Il y a trente ans, après la chute du mur et l'effondrement du bloc soviétique, certains néolibéraux prédisaient l'avènement d'une mondialisation heureuse et la progression vers un monde sans frontières. Le monde allait désormais être ouvert à un marché libre et égal, avec la libre circulation des marchandises et des personnes. Depuis, ce rêve ne s'est pas réalisé. Au contraire, on assiste à un regain des discours protectionnistes comme celui de Trump et à un développement de partis politiques qui prônent un repli nationaliste. Certain-e-s croient encore que l'Union européenne, bien qu'imparfaite, serait une étape vers un monde sans frontières de demain. S'il est vrai que le marché unique et l'espace Schengen offrent



MANIFESTATION POUR L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES À MENTON, LE LONG DE LA FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE EN DÉCEMBRE 2017

une libre circulation des marchandises et des personnes à l'intérieur de l'UE, les frontières de l'Europe-forteresse sont contrôlées et défendues avec une férocité effroyable contre les non-européen-e-s, dont des dizaines de milliers sont mort-e-s pour avoir essayé de les passer. Non content-e-s de cela, les dirigeant-e-s de l'UE ont décidé d'externaliser ces frontières, en les poussant le plus loin possible. En échange de milliards d'euros (six pour la Turquie seule), des pays, notamment d'Afrique, s'engagent à militariser leurs frontières pour empêcher leurs ressortissant-e-s de migrer.

Le « nouvel ordre mondial » promis après la chute du mur n'existe pas. Les États-nations n'ont pas disparu ni perdu de leur intérêt pour les capitalistes. C'est le vieux monde qui persiste avec des capitaux qui continuent de dépendre d'un État ou d'un bloc d'États (comme l'UE) pour mener la guerre économique aux autres³. Dans cette guerre, les frontières gardent toute leur importance.

OUVERTURE DES FRONTIÈRES

Certains disent que les capitalistes seraient par principe pour l'ouverture des frontières, arguant par exemple que le patronat instrumentaliserait l'immigration pour faire baisser les salaires. En fait, les capitalistes ne sont ni pour ni contre l'ouverture des frontières en principe. De manière très pragmatique, ils sont pour la possibilité de contrôler les entrées et les sorties, de les ouvrir ou de les fermer plus ou moins, en fonction de leurs intérêts, de leurs besoins.

Les capitalistes ont besoin de frontières et en auront besoin dans l'avenir. Nous, de l'autre côté, voulons abattre les frontières, et permettre la liberté de circulation et d'installation. Les travailleur-e-s n'ont pas de patrie.

1. Voir par exemple Bouamama, Said (2015), « L'attentat contre Charlie Hebdo : l'occultation politique et médiatique des causes, des conséquences et des enjeux ».. <https://bouamamas.wordpress.com/2015/01/11/lattentat-contre-charlie-hebdo-loccultation-politique-et-mediatique-des-causes-des-conséquences-et-des-enjeux/>

2. Marx Karl (1870), « L'Internationale et un pays indépendant, l'Irlande », lettre à Siegfried

Mayer et August Vogt. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/oo/parti/kmpco62.htm>

3. Pour une discussion des rapports entre État et capital, voir Harman (1991) « L'État et le capitalisme » <https://www.marxists.org/francais/harman/1991/etatcapital/etatcapital.htm>

ROSS HARROLD

Une version plus longue est disponible sur le site d'A2C

AU LIBAN BRISER LES DIGUES CONFESSIONNELLES POUR RENVERSER LA CLASSE DIRIGEANTE

LA RÉVOLUTION DANS LE MONDE ARABE EST TÊTUE ET DURE À CUIRE ÉTOUFFÉE EN EGYPTÉ, ELLE RESPIRE AU SOUDAN. AMADOUÉE EN TUNISIE, ELLE BAT LE PAVÉ EN ALGÉRIE. ECRASÉE EN SYRIE, ELLE SORT DE TERRE AU LIBAN POUR RÉPÉTER SON CRI DE GUERRE QUI HANTE LES PUISSANTS DE CE MONDE, « LE PEUPLE VEUT RENVERSER LE RÉGIME! »

DIVISION CONFESSIONNELLE OU ANTAGONISME DE CLASSE?

C'est la « taxe whatsapp » morte-née qui a mis le feu aux poudres, qui a confirmé aux masses que la note salée de la crise économique allait être payée par les pauvres, les ouvrier·e·s et les employé·e·s sunnites, chiïtes et chrétien·e·s et non par les banquiers, les grands commerçants et les spéculateurs immobiliers sunnites, chiïtes et chrétiens. Le mouvement a ainsi arraché aux politiques un aveu tout simple: la lutte des classes existe bien au Liban, elle est menée depuis longtemps par ceux d'en-haut contre celles et ceux d'en bas.

On ne pourrait réaliser la portée historique du mouvement actuel contre la corruption et l'austérité sans comprendre la nature des divisions confessionnelles au Liban. Ces divisions trouvent leurs origines historiques dans la nature inégale du développement capitaliste à partir de la moitié du 19^e siècle, et ont longtemps été entretenues par de réelles inégalités économiques entre différentes communautés religieuses. Mais le régime néolibéral extrême imposé depuis trois décennies a aplati les inégalités économiques entre les différentes communautés et augmenté celles entre les classes. La grande bourgeoisie, les 0,1% les plus riches captent autant de richesses que les 50% les plus pauvres. Le confessionnalisme



MANIFESTATION DEVANT LE « POING DE LA RÉVOLUTION » AU CENTRE-VILLE DE BEYROUTH

n'a pas pour autant disparu, bien au contraire, il a été renforcé politiquement en tant « qu'intervention de la classe dirigeante qui vise à transformer et contenir la lutte sociale dans des moules confessionnels¹ ». En d'autres mots, les propriétaires capitalistes du Liban, par leur État, leurs partis et leurs institutions, justifient leur hégémonie économique et la protègent politiquement par le biais du confessionnalisme religieux.

Le confessionnalisme n'est pas simplement un marché de dupes idéologiques, mais se voit reproduit sur des bases matérielles et sociales. Le Hezbollah, par exemple, fut fondé pour organiser la résistance armée populaire à

l'occupation israélienne du Sud-Liban (dont la population est majoritairement chiïte), mais a également mis en place tout un système de services sociaux, éducatifs et hospitaliers à destination de la population chiïte. Il a ainsi rempli le vide laissé par l'État néolibéral et amorti les effets traumatiques du développement inégal et combiné, de l'exode rural et du chômage de masse, et servi d'ascenseur social à toute une génération. C'est ainsi que les masses chiïtes ont appris à lier leur sort à celui du Hezbollah, devenu bien plus qu'un simple parti politique. Le Hezbollah ne vit pourtant pas dans un monde parallèle, dispensé des contradictions des régimes bourgeois du Liban et de la région. Il a accompagné

l'émergence d'une minorité bourgeoise parmi les chiïtes à laquelle il est désormais lié, et a intégré le régime politique libanais en participant à tous les gouvernements depuis 2005, apparaissant même comme l'allié le plus solide du parti présidentiel vacillant. Il s'est aussi lié au régime syrien et a profité de la pauvreté, du chômage et d'une propagande religieuse pour mobiliser des dizaines de milliers de combattants, partis tuer et mourir en Syrie pour Bachar Al-Assad.

Ce schéma se retrouve sous des formes et à des degrés divers dans toutes les communautés religieuses, par exemple la famille du premier ministre - et milliardaire - Hariri a pu jouer un rôle similaire chez

Le morcellement de la base sociale des partis confessionnels, et notamment du Hezbollah, a commencé, mais il doit encore s'approfondir si la révolution veut vraiment renverser le régime.

Celles et ceux qui ont versé leur sang dans la lutte contre Israël, qui ont vécu la pauvreté extrême et l'humiliation policière quotidienne ne vont pas désertier «leur» camp politique et confessionnel pour suivre une petite bourgeoisie libérale qui souhaite limiter la lutte contre la corruption à quelques mesures symboliques, qui rêve d'une économie privatisée, qui veut remplacer le confessionnalisme par un nationalisme libanais et qui fantasme sur un Liban « neutre » et isolé des peuples voisins et de leurs luttes. Toutes ces questions sont en train de se poser lors de luttes politiques au sein même du mouvement.

Il est difficile de prévoir comment va évoluer le mouvement qui se cherche actuellement un second souffle, mais la distance parcourue en six semaines est phénoménale. L'écran de fumée du « régime fort » du président Aoun et les divisions qui semblaient éternelles entre celles et ceux d'en bas ont laissé leur place au slogan le plus populaire du moment : « que chute le régime des banques ! ».

1. Pour une analyse plus détaillée des divisions confessionnelles au Liban, voire cet article de Bassem Chit: <https://www.autonomiedeclasse.org/international/divisions-confessionnelles-et-lutte-de-classe-au-liban/>

JAD BOUHAROUN



LES FEMMES AU CENTRE DE LA RÉVOLUTION LIBANAISE

les sunnites, par le biais de ses entreprises et de ses associations caritatives. Il est ainsi responsable devant ses partenaires de la classe dirigeante de contenir la rue sunnite, de dévier les revendications sociales vers les marécages confessionnels. Encore plus que le Hezbollah, Hariri est sujet aux fluctuations du marché, et ses entreprises au Liban et en Arabie Saoudite subissent la crise de plein fouet et des dizaines de milliers de salarié-e-s cumulent plusieurs mois de retards de paiement.

UNE CRISE PROFONDE ET GÉNÉRALE

La crise d'hégémonie de la classe dirigeante libanaise, si elle se manifeste aujourd'hui par un mouvement de masse spectaculaire, couve en réalité depuis des années. Le mouvement populaire de 2015 déclenché par la gestion catastrophique des ordures constitua une répétition générale de la révolte actuelle. Les luttes syndicales dans le secteur public ont également rejeté les divisions confessionnelles que les dirigeants ont tenté d'utiliser pour briser les grèves. Un mouvement contre les violences sexistes est en phase ascendante et dépasse les divisions sectaires et religieuses imposées par en-haut : le rôle de premier rang joué par les femmes dans

le mouvement actuel lui doit beaucoup.

De plus en plus de gens se rendent compte que les divisions confessionnelles, omniprésentes dans les institutions et les discours politiques, servent de couverture à leur appauvrissement généralisé et sont un luxe que celles et ceux d'en bas ne peuvent plus se permettre. Ce n'est pas un hasard si les deux premiers martyrs de la révolution sont tombés dans la banlieue sud de Beyrouth et à Tripoli, respectivement fief du Hezbollah chiite et soi-disant « fief sunnite », mais qui sont surtout des territoires où règnent la pauvreté et la précarité. Ce sont bien les pauvres, souvent très croyant-e-s, que les intellectuels « progressistes » traitent de moutons et d'esclaves, qui ont brisé les tabous et donné l'opportunité à des centaines de milliers de personnes d'exprimer leur ras-le-bol et leur unité nouvelle.

Nous ne sommes pas face à une révolution purement économique, mais face aux prémices d'une « crise générale des rapports réciproques entre toutes les classes de la société, une crise nationale ». Les pauvres comme les classes moyennes et même de petites sections de la bourgeoisie participent au soulèvement, quoique sous des formes différentes. L'exploitation comme les violences policières, les inégalités comme la corruption, le

chômage de masse comme la dégradation de l'environnement font partie des motivations des gens. Mais la réponse à la crise ne pourra être autre chose qu'une réponse révolutionnaire de classe. En effet, comme le confessionnalisme, la corruption n'est pas une tumeur greffée sur un corps sain, mais la conséquence logique de tout un système. Les millions dérobés par les politiciens ou les officiers hauts placés passent pour de la petite filouterie lorsqu'on les compare aux 50% du budget de l'État dédiés chaque année au paiement des intérêts sur la dette souveraine détenue par des banques libanaises !

La bourgeoisie, avec à sa tête les dirigeants de la banque centrale et des banques privées, tente de contrer le mouvement par une opération de sabotage économique qui fait chuter spectaculairement la valeur de la devise libanaise. Cette panique, sur laquelle se greffent les spéculations et les canailleries les plus mesquines, augmente le prix des denrées de première nécessité qui sont pour la plupart importées.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET